



Ni plaire, Ni déplaire
Faire savoir

Savoir - Savoir Faire
Faire Réfléchir

Me MBOE Dédé-Vianney

Président du Conseil
d'administration

Secrétariat Exécutif

ANGOBA Luther Avertin
Coordonnateur
Des Clubs Synergies
En Centrafrique

celites.synergies@gmail.com

**Association
Immatriculée
En RCA et En FRANCE**

**Réseau des Clubs Synergies
et des Sympathisants:**

Bangui
Orléans
Paris
Bordeaux
Troyes
Lille
Rennes
Ouagadougou
Dakar
Abidjan
Cotonou
Lomé

CENTRAFRIQUE CAPITAL SYNERGIES

THINK TANK

**Les Elites et les Cadres de Centrafrique
Pour la Réforme de l'Etat, la Révision des Politiques Publiques
Et le Renforcement de la Démocratie Nationale**

Paris le 13 août 2022

LETTRE OUVERTE

Inquiétudes sur l'état socio-politique du pays et Dénonciation des violations des Droits et Libertés fondamentales des centrafricains

Excellence,

Depuis la fin du Dialogue républicain, la Nation centrafricaine se perd.

L'Etat s'atrophie, la gouvernance de notre pays se détériore de mal en pis, s'ancrant dans le clivant et la conflictualité.

LES FAITS RÉCENTS SONT PLUS QUE PARLANT :

1) Agression contre la Cour constitutionnelle

En fin de semaine dernière nous apprenions de nos adhérents, parents et amis, lisions dans la presse et voyions sur les réseaux sociaux avec effroi, une concentration d'individus surexcités, un attroupement devant les 14 villas, lieu d'implantation de la Cour constitutionnelle, de partisans manifestement instrumentalisés et fanatiques appartenant à votre parti politique, en tous les cas revendiquant être de vos soutiens, à visages découverts, qui vociféraient des menaces et des invectives à l'endroit de la Cour et de ses Membres;

Le monde entier a découvert que l'institution nationale centrafricaine gardienne de l'application de notre constitution, la Cour constitutionnelle, a été agressée par les partisans du Président de la République!!!

Du jamais vu.

Face à de tels faits relevant d'une atteinte grave contre une Institution de référence de notre République, nous avons été consternés d'avoir constaté l'absence de toute intervention publique en sécurisation de la Haute Cour.

Nous avons tous été surpris du silence assourdissant de votre gouvernement, ignorant ces actes d'intimidation à l'initiative d'une meute des zéloteurs et de guerilleros qui se réclament pourtant de vous.

La qualification pénale de tentative de crime, assortie de circonstances aggravantes est manifestement établie.

2) Agression contre Monsieur Abdou Karim MECKASSOUA

Nous apprenons que le 12 septembre 2022, une horde en patrouille, militarisée et encagoulée, agissant au nom des Forces de sécurité et de défense, se paradant en équipements de guerre a fait une irruption inexplicquée et légalement injustifiée dans un domicile privé, celui de Monsieur Abdou Karim MECKASSOUA et sa famille.

Il n'est un secret pour personne que vous tenez en avanie Monsieur MECKASSOUA, un des leaders politiques que vous avez érigé en votre principal adversaire politique. Mais encore, les actes que vous posez, par personnes interposées, montrent que vous avez aussi en horreur toutes les autres personnalités politiques centrafricaines qui ne partagent pas vos options politiques.

Tous les centrafricains ont suivis le ridicule de la mise en oeuvre de la destitution grotesque de Monsieur MECKASSOUA de la Présidence de l'assemblée nationale, hourdie par les députés du MCU. Tous nous avons su et, en tous les cas, appris, entendu et lu qu'un juge d'instruction, d'instruction, particulièrement averti, avait entrepris une action judiciaire sous la forme d'une lettre de cachet contre Monsieur MECKASSOUA. Or, ce Magistrat a même déclaré, il y a plus d'une année, que l'ancien Président de l'Assemblée nationale n'était plus sur le territoire national. Alors pourquoi assaillir, le domicile d'une personne qui est en exil depuis plus d'une année? Les populations ont suivi, médusées, les séquences des tentatives de lever de l'immunité parlementaires de certains députés!!!

Or, Monsieur le Président de la république, en dépit de toutes ces divergences, n'aviez vous pas convié tous les fils et fille du pays, y compris Monsieur Abdou Karim MECKASSOUA et les leaders politiques à participer au Dialogue républicain?

Quand bien même ces derniers n'ont pas donné une suite favorable à votre invitation, vous avez néanmoins réalisé votre réunion. Or, Monsieur le Président de la République, au regard des escalades actuels, à quoi a donc servi le Dialogue républicain, lorsque vous vous en prenez de cette sorte aux biens d'une personne qui, selon les dires d'un juge d'instruction ne serait plus sur le territoire national et que vous aviez invité?

Dès lors, est-il possible et admissible politiquement et en conséquence juridiquement qu'une intrusion et pénétration des forces publiques puissent être effectuées d'autorité dans une propriété privée et dans des circonstances les plus obscures?

Des portes ont été fracassées et détériorées, des équipements vestimentaires, des documents et des ouvrages personnels ont été dispersés et détruits. Mais rien n'a été emporté ni placé sous scellé. Dès lors quel était le but et l'objectif de cet harcèlement? Ces faits qui se sont produits devant des témoins rapportent, selon notre entendement, que **Centrafrique n'est plus une république ni une démocratie.**

Dès lors, quel est, le sens que vous donnez au concept de «Paix sociale» ?

Dans l'une des observations du 3 mars dernier, portant sur le Dialogue républicain, que «Capital Synergies» vous avait adressée, nous vous indiquions déjà, qu'à demeurer dans une culture et une pratique de gouvernance d'affrontements malsains, incessants, de discorde délibérée, empreinte de vulgarité à outrance et dans une communication publique de violences verbales et mêmes physiques, de défiance et de calcul systématique, votre gouvernance conduit le pays sur des braises et vers un chaos certain.

Ne perdons donc pas de vue que la cohésion sociale et nationale s'impose à tous. Mais vos fonctions vous obligent, au-dessus de tous, d'être le garant de la pérennité de Centrafrique. C'est vous qui tenez le manche de direction de notre pays et, en toutes circonstances, vos responsabilités, toutes natures confondues, sont majeures et personnelles.

Très officiellement, entre l'opresseur et l'opprimé, sans ambiguïté «Capital synergie» et ses adhérents apportent un soutien individuel et collectif aux Membres de la Cour constitutionnelle ainsi qu'à la Famille de Monsieur MECKASSOUA.

Au nom de Centrafrique-Capital Synergies,

Je vous prie de croire Excellence, Monsieur le Président de la république, en l'assurance de ma considération républicaine.

Destinataire:

S.E. Faustin Archange TOUADERA

Président de la République centrafricaine
Palais de la Renaissance
Bangui - République centrafricaine

S/C Ambassade de la République centrafricaine en France

30 Rue des Perchamps 75016 PARIS

Pour le Conseil d'administration

Me MBOE Dédé-Vianney

Docteur en droit

Conseil juridique - Avocat

Ancien Membre du cabinet des 1ers Ministres de transition

Commandeur de l'Ordre national du Mérite centrafricain

